

23 mars 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la sécurité sanitaire internationale, à Lyon le 23 mars 2016.

Madame la directrice générale de l'Organisation Mondiale de la Santé, chère Margaret CHAN,
Je voulais ici réaffirmer le soutien de la France à votre organisation et vous exprimer toute notre gratitude pour l'action que vous menez déjà depuis plusieurs années.

Mesdames, Messieurs les ministres,

Monsieur le maire de Lyon, cher Gérard COLLOMB,

Mesdames et Messieurs les directeurs d'agence,

Mesdames, Messieurs,

J'ai coprésidé, au début de l'après-midi, une commission avec le président ZUMA qui était chargée de réfléchir au système de santé de demain, voire même d'après-demain.

C'était une demande qui nous avait été adressée par le secrétaire général des Nations Unies, Monsieur BAN Ki-Moon, pour qu'avec des experts, avec des représentants de plusieurs gouvernements de tous les continents, nous puissions évaluer les besoins et envisager un certain nombre de politiques que nous pourrions mener ensemble et notamment dans le cadre des objectifs de développement durable des Nations Unies.

J'en ai retenu pour ma part trois conclusions.

La première, c'est que nous sommes en face de besoins très importants et devant une pénurie de personnels médicaux et même non médicaux. Si nous n'y répondons pas, si nous ne formons pas, si nous n'accompagnons, si nous ne partageons pas : il y a un risque très sérieux que des populations entières soient privées de soins tout simplement. C'est vrai pour les pays en développement mais c'est également vrai pour les pays que l'on dit les plus développés.

J'ai retenu une seconde conclusion. Nous avons à assurer pour les prochaines décennies une couverture universelle pour l'accès à la santé, de manière à ce qu'aucun être humain ne puisse être privé de soins, écarté de médicaments qui pourraient faciliter sa guérison au prétexte qu'il n'aurait pas les ressources nécessaires ou que son pays ne pourrait pas disposer des moyens indispensables.

Il y a une troisième conclusion qui a été notamment appuyée par le secrétaire général de l'OCDE, Monsieur GURRIA, qui révélait que l'investissement en matière de santé était non seulement indispensable pour répondre à des besoins mais nécessaire pour assurer la cohésion cohésion à l'intérieur de chacun des pays, cohésion aussi sur le plan mondial. Il y a un autre intérêt majeur à investir dans la santé, au-delà des conséquences favorables en termes d'emploi, de croissance, c'est que bon nombre de technologies sont liées à la santé et qu'en investissant dans ces nouveaux secteurs, dans ces nouveaux domaines de la science et de la technologie, c'est non seulement heureux au sens où cela permettra de soigner, mais cela aura aussi des conséquences industrielles considérables. Donc le lien qui peut être établi entre santé et croissance doit une nouvelle fois être confirmé.

J'en arrive à vos travaux car depuis deux jours, vous réfléchissez aux moyens de renforcer le système de sécurité sanitaire. En d'autres termes, vous voulez mieux protéger la population mondiale des menaces, des menaces finalement ancestrales qui s'appellent les épidémies.

L'urgence est là et en ce début de XXI^e siècle. Les épidémies, loin d'avoir disparu, ont connu une diffusion particulièrement préoccupante.

diffusion particulièrement préoccupante.

Ainsi, au mois d'août 2014, nous prenions la mesure de la gravité de l'épidémie Ebola. 11 000 personnes allaient décéder de cette maladie en Guinée, Sierra Leone, Liberia et avec des réactions en chaîne sur le plan économique, social et alimentaire. Aujourd'hui, l'épidémie est officiellement neutralisée mais nous savons qu'elle peut réapparaître et qu'en Guinée, quatre nouveaux décès ont été constatés, ce qui appelle à la plus grande des vigilances.

Une fois que nous pensions avoir surmonté l'épidémie Ebola, en voilà une autre qui s'annonce avec le virus Zika et qui concerne là aussi des continents très différents : la Polynésie française mais également l'Amérique latine, les Caraïbes. Et nous ne savons pas encore jusqu'où ira cette épidémie. Et quand nous réfléchissons à la succession des crises sanitaires, nous voyons qu'il y a une urgence qui ne cesse d'être l'actualité.

Comment expliquer l'ampleur de cette menace ? D'abord, parce que nous sommes dans la mondialisation. Nous la constatons sur le plan économique. Hélas, nous la constatons aussi sur le plan politique et quand il y a des crises, elle nous concerne tous. La mondialisation, nous la constatons aussi dans les actes terroristes qui frappent aujourd'hui l'Europe avec Bruxelles mais qui frappent l'Afrique, qui frappent l'Asie. Nous savons tous que ce qui se produit dans une partie du monde, maintenant, nous affecte directement.

Alors, dès lors que nous sommes dans la mondialisation, nous le sommes aussi sur le plan sanitaire. Comment en serait-il différemment ? Il y a 100 000 vols, aériens, qui transportent chaque jour des millions de passagers. Donc il est évident qu'il y a un potentiel de dissémination qui peut se déployer chaque fois qu'une maladie infectieuse ou réémergente surgit au Nord comme au Sud.

L'urgence vient aussi du caractère multiforme, volatil, imprévisible même de la menace. Les catastrophes sanitaires émergent d'interconnexions complexes que vous connaissez mieux que moi entre l'homme, l'animal, l'environnement. Il peut y avoir des phénomènes que l'on considère comme climatiques la déforestation ou comme sociologiques l'urbanisation ou comme, effectivement, écologiques, comme le réchauffement, qui ont des causes qui sont les leurs, mais ont des conséquences en matière sanitaire et qui peuvent d'ailleurs se conjuguer à des accidents naturels ou technologiques. Voilà pourquoi la menace est globale et ce que l'on croit être simplement une cause limitée peut devenir une conséquence mondiale.

Nous parlions, avec Madame CHAN, des moustiques. Nous savons parfaitement que les moustiques qui colonisent de nouvelles régions du monde sont des agents qui colportent les épidémies. Là aussi, à travers un certain nombre de choix que nous avons pu faire sur le plan industriel, sur le plan de notre propre organisation, sur le plan du réchauffement climatique, à travers la présence de moustiques, nous pouvons craindre qu'il y ait la diffusion d'épidémies. Nous avons aussi pu voir que des maladies devenaient insensibles à certains médicaments, à l'image de la tuberculose qui se propage de nouveau. Alors les flambées épidémiques ne peuvent pas être prévues avec certitude mais nous pouvons et c'est le sens de l'action que vous nous proposez, agir pour mieux connaître, pour mieux prévenir, pour mieux détecter et ensuite, pour mieux riposter.

Il y a aussi un lien entre les épidémies et la pauvreté. Ce n'est pas une coïncidence si c'est dans les pays les plus pauvres que le sida, le paludisme, la tuberculose se développent et provoquent le plus de décès. Lutter contre les inégalités, lutter contre la pauvreté, c'est en réalité lutter contre les fléaux sanitaires sauf que nous sommes tous concernés par les fléaux sanitaires. Alors, pour ceux qui sont insensibles à la question des inégalités cela peut arriver, mieux vaut prendre en compte que la maladie des pauvres peut être aussi la maladie des riches et que de ce point de vue, il peut y avoir une égalité parfaite à la fin.

Donc notre combat doit être plus résolu que jamais et la France doit prendre toutes ses responsabilités. La France a engagé un programme d'aide au développement en santé qui la place au second rang mondial. La France notamment a investi plus de 1 milliard d'euros depuis 2007 dans UNITAID je salue Philippe DOUSTE-BLAZY nous en sommes le premier contributeur. Nous avons aussi voulu maintenir notre contribution autour de 360 millions d'euros par an au Fonds mondial pour lutter contre le sida et les fléaux sanitaires que nous connaissons. Enfin nous

sommes le cinquième bailleur souverain de l'Alliance pour les vaccins, GAVI. Voilà ce que fait la France. Nous sommes aussi présents dans la lutte internationale contre la tuberculose.

Mais il ne suffit pas d'agir à travers des contributions financières, même dans des périodes où la contrainte sur les finances publiques est lourde, nous devons aussi agir vite et avoir des dispositifs de réaction lorsqu'il y a une épidémie. Nous l'avons démontré d'ailleurs en Guinée pour la lutte contre Ebola. Il y avait des recommandations qui nous étaient faites et notamment par l'OMS. Il y avait l'idée que, sur la Guinée, nous pouvions avoir une responsabilité particulière, ce qui était exact. Alors nous avons installé cinq centres de traitement et nous avons travaillé à étudier aussi un vaccin et faire en sorte qu'il puisse être proposé.

Contre Zika, nous sommes concernés puisque des régions françaises d'outre-mer sont hélas touchées. Nous avons dégagé des financements mais surtout une équipe de professionnels de santé réservistes a été envoyée. Je veux remercier tous les professionnels qui, au-delà même de leurs propres responsabilités, acceptent de se déployer partout dans le monde pour apporter, dans des délais très courts, leurs compétences.

Si je voulais fixer quelques priorités pour l'action que nous avons à mener pour la sécurité sanitaire internationale, la première serait d'améliorer les systèmes de surveillance et d'alerte. En France, c'est l'Institut de veille sanitaire. La ministre va regrouper cet institut avec d'autres pour former l'Agence nationale de Santé publique et nous devons bâtir ce que nous essayons de faire en France un dispositif pour identifier toutes les menaces sanitaires sur notre territoire et mettre à la disposition du monde cette capacité d'expertise. Ce que nous avons fait avec l'Afrique de l'Ouest, avec un réseau d'instituts de santé publique pour répondre aux crises sanitaires.

Deuxième priorité, une fois que nous avons mis en place des instruments de surveillance, nous devons répondre en urgence aux crises. Là encore, on s'est doté d'une stratégie baptisée ORSAN pour surmonter les chocs sanitaires, définir des procédures, attribuer des responsabilités aux différents échelons. Là aussi, c'est très important. Face à une crise, face à une menace d'ailleurs, cela pourrait être élargi à d'autres fléaux et on l'a vu pour le terrorisme, il faut être capable de répondre en urgence avec une organisation extrêmement claire pour que chacun puisse prendre ses responsabilités. Ce que nous pouvons faire à l'échelle nationale, il faut le faire à l'échelle internationale.

Nous devons aussi mieux gérer la crise quand elle se produit et nous savons que c'est une véritable course contre la montre, que le temps est compté et que nous devons absolument intervenir au bon moment. Là encore, nous ne pouvons le faire qu'avec les organisations non gouvernementales, les organisations qui agissent, comme MSF, la Croix-Rouge française, ALIMA ou Aviation sans frontières lorsque nous sommes intervenus en Guinée. Ce sont ces organisations qui sont les premières sur la ligne de front et je voudrais les saluer.

L'OMS a mis en place un fonds d'urgence et entrepris de constituer une réserve sanitaire. La France y prendra sa part à travers notamment la future Agence nationale de Santé. Aujourd'hui, c'est l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires : EPRUS. La France dispose de 2 200 professionnels de réserve mobilisables partout. Ce que nous devons faire, c'est aussi, à l'échelle de l'Europe, constituer un corps médical européen. Nous avons commencé à y travailler avec nos amis allemands et je crois que c'est vraiment dans la direction que vous avez voulu nous indiquer : mobiliser toutes ces réserves pour faire un corps d'urgence.

Quatrième priorité, la recherche. Là aussi, n'attendons pas l'apparition du virus. Nous savons qu'il y a des virus latents qui peuvent à un moment surgir. Nous devons mobiliser nos instituts Pasteur, INSERM, d'autres encore pour suivre autant qu'il est possible les épidémies et éviter de les laisser se diffuser. On a constitué un consortium baptisé REACTING pour, là encore, mobiliser toutes nos ressources pour la recherche.

Enfin, nous devons nous donner comme priorité une sécurité sanitaire au plan mondial c'est ce que vous nous proposez, Madame la directrice générale de manière à ce que nous puissions être préparés aux urgences sanitaires et aussi nous coordonner avec l'ensemble des organisations, aussi bien pour la FAO que l'Organisation pour la Santé animale. C'est tout le sens du Règlement sanitaire international. La France s'engagera avec ses partenaires du G7 pour offrir une

assistance dans les cinq prochaines années à au moins 60 pays et nous aurons l'occasion une fois encore de le préciser lors de la prochaine réunion du G7.

Il y a aussi l'OMS à Lyon car si nous sommes à Lyon, c'est parce que c'est une très grande ville, qu'elle a une grande capacité industrielle, des universités prestigieuses, des centres de recherche. Ce matin, j'ai eu l'occasion de visiter un centre dédié au traitement du cancer des enfants avec une organisation exemplaire, un rapprochement des établissements. C'est vrai que Lyon a ce potentiel-là et cette disponibilité-là. L'OMS s'est également installée à Lyon à travers un bureau qui devra à l'avenir prendre en charge deux missions tout à fait essentielles : d'abord, l'évaluation périodique de la capacité des États à mettre en œuvre le Règlement sanitaire international. Sa deuxième mission étant la formation des cadres de la sécurité sanitaire. Je vous remercie, Madame la directrice générale, de faire confiance à Lyon et donc à la France pour remplir ces missions et nous mettrons d'ailleurs les moyens de l'État à la disposition de Lyon et de l'OMS pour accomplir ce travail.

Voilà pourquoi je voulais venir ici et vous saluer en rappelant finalement l'histoire parce que l'histoire, elle est aussi celle des épidémies. C'est la manière avec laquelle les nations ou la communauté internationale se sont mobilisés par rapport aux épidémies qui permet de comprendre les progrès qui ont été accomplis. En 1851, la France accueillait à Paris la toute première conférence internationale sur la sécurité sanitaire. 1851. Pourquoi ? Parce qu'à l'époque, c'étaient les épidémies de choléra qui menaçaient. Elles avaient fait des ravages d'ailleurs tout à fait effroyables. 165 ans plus tard, nous sommes à Lyon. C'est à Lyon, je le disais, que la souche Ebola a été identifiée en avril 2014 et c'est près de Lyon que le vaccin contre la dengue a été trouvé. Nous espérons bientôt pouvoir également éradiquer Zika. A chaque fois qu'il y a des épidémies, il y a aussi cet effort que nous devons faire pour la recherche, pour la science et de mettre en place les outils et les instruments indispensables. Ce centre de réponse aux urgences sanitaires, c'est une des réponses que nous devons apporter. La santé est devenue une dimension de la sauvegarde de la paix et de la sécurité. D'ailleurs, le Conseil de sécurité des Nations Unies avait relevé cette évidence : les crises sanitaires sont provoquées par des crises politiques et les crises sanitaires provoquent des crises politiques. Agir pour la paix, c'est bien sûr chercher des solutions. Je pense en ce moment à la Syrie : c'est éviter le chaos. Je pense à la Libye : c'est lutter contre le terrorisme à l'échelle internationale, c'est trouver des solutions pour permettre que la paix puisse revenir dans une certaine partie du monde.

Agir pour la sécurité, c'est aussi assurer la santé de tous. Vous pouvez compter sur la France pour participer à cet effort collectif et pour lutter contre les fléaux sanitaires parce que la France est attachée à la paix, la France est soucieuse de permettre que la sécurité soit assurée pour tous et la France lutte contre les inégalités alors elle sera à vos côtés.

Merci.